



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Budget-Morneau-Trudeau-une-revue-de-presse>

Budget Morneau-Trudeau : une revue de presse

- Économie - Canada -



Date de mise en ligne : mardi 22 mars 2016

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Presse-toi à gauche vous offre un panorama des réactions au budget fédéral déposé aujourd'hui 22 mars 2016. Les communiqués et textes sont placés en ordre chronologique décroissant. La revue de presse sera mise à jour au fur et à mesure de la publication des réactions.

Budget fédéral, la fin de l'obscurantisme n'est pas un gage de succès climatique (AQLPA)

Saint-Léon-de-Standon, 29 mars 2016 - L'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) salue la fin de l'obscurantisme fédéral en matière de lutte contre la pollution atmosphérique et les changements climatiques marquée par le premier budget de Bill Morneau et Justin Trudeau. Le budget 2016-2017 du gouvernement Trudeau marque en effet un changement de cap remarquable dans la politique fédérale que l'AQLPA ne peut qu'applaudir.

Parmi les points importants du budget en ces matières :

- ▶ L'investissement de 3,4 milliards de dollars en trois ans afin d'améliorer et rénover les réseaux de transport en commun.
- ▶ L'investissement de 2,65 milliards d'ici 2020 pour aider les pays les plus pauvres « à atténuer les effets néfastes des changements climatiques et à s'y adapter », mesure qui honore les engagements internationaux du Canada aux conférences sur le climat de Copenhague et Paris.
- ▶ L'ajout de 2 milliards de dollars sur 2 ans, mais à compter de 2017-2018, pour soutenir « les mesures provinciales et territoriales qui visent à réduire de façon concrète des émissions de gaz à effet de serre et qui s'ajoutent aux plans actuels ».
- ▶ 345 millions de dollars sur 5 ans pour lutter contre la pollution de l'air.
- ▶ 516 millions sur 10 ans pour les projets liés à l'adaptation et à la résilience des infrastructures aux changements climatiques.

Le budget prévoit aussi 62,5 millions de dollars sur 2 ans pour soutenir la transition vers les carburants à faibles émissions dans les transports. Cette somme apparaît faible compte tenu des besoins, d'autant qu'elle inclut les postes de ravitaillement en gaz naturel et en hydrogène en plus des infrastructures de recharge électrique.

L'AQLPA doit rappeler ici que seul l'usage du gaz naturel d'origine biogénique, le biométhane, a un impact climatique relativement neutre, que le méthane d'origine fossile a un impact climatique fortement sous-estimé, tandis que l'impact de l'hydrogène dépend du procédé et de la source d'énergie utilisée pour le produire, à l'instar de l'électricité.

« Ces investissements et ces mesures sont un bon départ, dit Alain Brunel, directeur climat énergie de l'AQLPA. Mais s'il veut réussir son pari de réduire les gaz à effet de serre et les polluants à la hauteur requise par la science, le gouvernement doit s'attaquer aux causes premières, à savoir stopper la croissance de la production des combustibles fossiles. Selon la science, la majeure partie des réserves fossiles mondiales doit rester dans le sol si nous voulons éviter le chaos climatique et socio-économique dans les prochaines décennies. »

« Le gouvernement Trudeau ne pourra réaliser la quadrature du cercle. Il veut maintenir les subventions au secteur pétrolier et gazier canadien jusqu'en 2025 et soutenir la croissance des exportations pétrolières canadiennes tout en réduisant les gaz à effet de serre. C'est totalement incompatible. On doit agir de façon courageuse et responsable et imposer le virage aux énergies renouvelables maintenant », conclut André Bélisle, président de l'AQLPA.

Aux lendemains du budget fédéral, Unifor-Québec s'attendait à plus pour le secteur forestier alors qu'une annonce est toujours espérée pour l'aérospatiale

MONTRÉAL, le 23 mars 2016 - Malgré plusieurs mesures positives présentées dans le budget, Unifor-Québec est déçu de l'absence d'annonce dans certains dossiers. Notamment, avec l'engagement du gouvernement libéral en matière d'environnement, Unifor s'attendait à ce que des mesures concrètes soient faites en lien avec l'exploitation des forêts et la transformation du bois. « Quand on sait que l'utilisation du bois peut jouer un rôle important en matière d'environnement, on reste sur notre faim », a indiqué Renaud Gagné, directeur québécois.

Unifor le réclame depuis longtemps déjà, la recherche et le développement pour la transformation du bois vers de nouveaux produits doivent être davantage soutenus tout comme l'aide à la transformation des installations dans les papetières afin de prendre un virage radical dans de nouvelles niches de production. L'utilisation du bois devrait aussi être encouragée dans tous les ouvrages qui relèvent de la juridiction fédérale, comme l'a fait le Québec avec son code d'utilisation du bois dans les infrastructures publiques. « Durant le règne des conservateurs, le secteur industriel de la forêt a été à peine soutenu alors que cette industrie a traversé une série de crises majeures. Maintenant que les Libéraux sont au pouvoir, on s'attendait à plus », a commenté M. Gagné.

Concernant l'industrie aérospatiale, Unifor attend aussi avec impatience les actions du gouvernement Trudeau notamment en regard de Bombardier. « Il s'agit d'un secteur industriel vital dans la région métropolitaine, des milliers d'emplois de qualité en dépendent, on attend donc des mesures concrètes majeures. Cependant, on s'attend aussi à ce que les emplois soient protégés. Il faut que les entreprises qui reçoivent de l'aide aient des obligations claires afin de maintenir voire augmenter les emplois dans la production », a expliqué le directeur québécois.

À la mi-avril, Unifor participera avec d'autres affiliés de la FTQ à une campagne de lobby à Ottawa, nul doute que ces questions seront alors abordées.

À propos du projet Unifor

Fondé en août 2013, Unifor a été créé par la rencontre du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP) et des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA). Le syndicat représente plus de 310 000 membres au Canada, dont près de 55 000 au Québec. Unifor est aussi affilié à la plus grande centrale syndicale québécoise, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ).

www.uniforquebec.org

SOURCE Syndicat Unifor Québec

Budget fédéral : un bon départ pour les Premières Nations (APNQL)

WENDAKE, QC, le 23 mars 2016 - L'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL) salue le courage démontré dans le premier budget de l'ère Trudeau qui investit des sommes qui pourront répondre à une partie des besoins de base criants tels que le logement, l'eau et l'éducation.

« Ce budget s'attaque clairement à corriger la catastrophe humaine, sociale et économique et le profond gouffre laissé par dix ans de négligence volontaire du gouvernement précédent. Nous commençons à voir la lumière au bout du tunnel », a déclaré le chef de l'APNQL, Ghislain Picard.

L'APNQL s'attend également à ce que la nouvelle relation entre la Couronne et les Premières Nations dans laquelle le gouvernement Trudeau s'est engagé se poursuive concrètement pour les années à venir. C'est le signal d'espoir que les Premières Nations et en particulier nos jeunes attendent depuis trop longtemps, et qui nous arrive enfin aujourd'hui.

À propos de l'APNQL

L'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador est l'organisme politique qui regroupe 43 chefs des Premières Nations au Québec et au Labrador. www.apnql-afnql.com.

SOURCE Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador

Le Réseau FADOQ est satisfait du premier budget fédéral du gouvernement libéral

MONTRÉAL, le 23 mars 2016 - En novembre dernier, le Réseau FADOQ recevait le ministre fédéral des Finances Bill Morneau afin de lui partager ses préoccupations sur des enjeux visant l'amélioration de la qualité de vie des aînés. « Nous sommes heureux que le gouvernement ait décidé d'être proactif et de trouver des solutions à des problèmes complexes. Les nouvelles mesures en matière de revenus et de travail qui contribueront au sentiment de sécurité de nombre d'aînés, en sont de bons exemples. Nous voyons aussi une grande ouverture de la part du gouvernement fédéral à traiter les enjeux selon le contexte inévitable du vieillissement de la population », estime Maurice Dupont, président du Réseau FADOQ.

Faits saillants

Supplément de revenu garanti (SRG)

Bonification de 10 % du SRG pour les aînés vivant seuls et dont le revenu est le plus faible.

Régime de pensions du Canada (RPC)

Engagement à consulter les provinces afin d'évaluer la pertinence de bonifier le RPC.

Sécurité de la vieillesse (SV)

Les âges d'admissibilité à la pension de la SV et aux Allocations reviennent à 65 et 60 ans respectivement.

Fractionnement du revenu

Le fractionnement du revenu pour les pensionnés de 65 ans et plus est maintenu.

Soutien aux couples âgés vivant séparément

Reconnaissance de la vulnérabilité des couples âgés qui vivent séparément pour des raisons hors de leur contrôle. Les bénéficiaires du SRG ainsi que des Allocations qui ne vivent pas sous le même toit auront les mêmes couvertures que les couples qui vivent ensemble.

Bonification des prestations aux âgés

Elles seront majorées en fonction du coût de la vie.

Anciens combattants

De nouvelles prestations et de nouveaux services seront garantis aux anciens combattants.

Santé

De nouvelles sommes seront allouées aux systèmes de santé afin de favoriser l'accès aux soins et leur qualité.

Bien que le Réseau FADQ soit généralement satisfait des mesures proposées, il faut rappeler l'urgence d'agir pour la bonification du RPC. L'enjeu des revenus de retraite est fondamental dans la lutte contre la pauvreté des âgés. « Le gouvernement fédéral doit donner l'exemple afin d'encourager les représentants québécois à faire de même », conclut Maurice Dupont.

Le Réseau FADOQ rassemble et représente les personnes de 50 ans et plus dans le but de conserver et d'améliorer leur qualité de vie. Le Réseau défend et fait la promotion de leurs droits, valorise leur apport dans la société et les soutient par des programmes, services et activités. Le Réseau FADOQ compte à ce jour plus de 450 000 membres et est le plus grand organisme d'âgés au Canada.

SOURCE FADOQ

Les Syndicats des métiers de la construction du Canada se réjouissent des mesures prévues au budget fédéral 2016

OTTAWA, le 22 mars 2016 - Les Syndicats des métiers de la construction se réjouissent du soutien apporté aux métiers spécialisés dans le premier budget déposé par le gouvernement. Dans le budget fédéral, le gouvernement finance un certain nombre de mesures qui serviront à la fois à favoriser la croissance de l'économie et le développement d'une main-d'oeuvre de la construction tournée vers l'avenir.

Les Syndicats des métiers de la construction du Canada soulignent tout particulièrement la proposition du gouvernement d'investir 85,4 M\$ sur cinq ans afin de soutenir la formation en apprentissage donnée par les syndicats.

« On a enfin pleinement compris le rôle fondamental que jouent les centres de formation dans la création d'une solide classe moyenne définie par les métiers spécialisés », a déclaré Robert Blakely, chef des opérations canadiennes des SMCC, à Ottawa aujourd'hui. Il a ajouté : « Ce gouvernement prouve son engagement envers une

croissance économique qui profitera à tous les Canadiens. »

L'importance accordée au financement des infrastructures est également primordiale pour assurer la croissance de l'économie et créer des emplois pour la classe moyenne. Jim Smith, vice-président international de la Fraternité unie des menuisiers et charpentiers, à Toronto, a indiqué : « Les partenaires de l'industrie canadienne de la construction accueillent favorablement la promesse de financer l'infrastructure dans tout le pays ; cela constitue un pas important pour le remplacement des infrastructures vieillissantes du Canada et la création d'emplois ». Il a renchéri : « C'est avec grand plaisir que nous coopérerons avec ce gouvernement afin de mettre nos membres à l'oeuvre sur ces projets aussi vite que possible. »

Les SMCC continueront de travailler avec le gouvernement sur les mesures relatives à l'assurance emploi et à l'impôt sur le revenu qui aideront les Canadiens sans emploi à aller s'installer dans les marchés où il y a du travail.

À propos des SMCC

Le Département des métiers de la construction à l'échelle nord-américaine coordonne les activités de 15 syndicats affiliés du secteur de la construction, de l'entretien et de la fabrication et leur fournit des ressources. Au Canada, les SMCC représentent 500 000 travailleurs qualifiés.

SOURCE Département des métiers de la construction, FAT-COI

Le budget fédéral est un grand pas en avant en vue d'appuyer les étudiants de niveau postsecondaire, mais d'autres investissements sont nécessaires pour les étudiants de cycle supérieur et les étudiants autochtones de niveau postsecondaire (Alliance canadienne des associations étudiantes)

OTTAWA, le 23 mars 2016 - L'Alliance canadienne des associations étudiantes (ACAE) accueille favorablement les mesures progressistes prévues dans le budget fédéral de 2016, lesquelles permettront d'améliorer l'accès à l'aide financière et créeront des possibilités d'emploi pour les jeunes. Toutefois, le budget ne répond pas aux besoins financiers des étudiants de cycle supérieur et ne permettra pas d'améliorer les résultats scolaires des étudiants autochtones de niveau postsecondaire.

« Le gouvernement comprend le besoin de rendre l'éducation postsecondaire plus abordable et d'appuyer les étudiants en créant des possibilités d'apprentissage par l'expérience », a souligné Viviane Bartlett, directrice générale par intérim de l'ACAE.

Dans le budget de 2016, le gouvernement prend les engagements suivants en matière d'aide financière aux étudiants et d'emploi des jeunes :

Majorer de 50 % le montant des bourses d'études canadiennes pour les étudiants de famille à faible et moyen revenu et pour les étudiants à temps partiel.

Augmenter à 25 000 \$ le seuil de remboursement des prêts dans le cadre du Programme d'aide au remboursement, afin de mieux tenir compte du coût de la vie.

Réaffecter les fonds des crédits d'impôt pour études et pour manuels à d'autres programmes plus efficaces et progressistes, comme le Programme canadien de bourses aux étudiants et le Programme d'aide au remboursement.

Augmenter le nombre de possibilités d'apprentissage intégré au travail afin de mieux harmoniser les programmes d'études aux besoins des employeurs.

Par ailleurs, l'ACAE salue l'investissement de 8,4 milliards de dollars destiné aux peuples autochtones. Toutefois, elle déplore le fait que le budget de 2016 ne contient pas d'engagement clair pour éliminer le plafonnement à 2 % du Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire pour les étudiants des Premières Nations, qui constituait une promesse dans la plateforme du Parti libéral. « Améliorer les résultats postsecondaires des étudiants autochtones et faire progresser le processus de réconciliation doit être une priorité pour le gouvernement dans la poursuite de son mandat », a souligné Mme Bartlett.

Malgré les investissements importants dans l'aide financière qui ont été annoncés aujourd'hui, les étudiants de cycle supérieur continuent de manquer de financement axé sur leurs besoins. « L'aide financière insuffisante pour les programmes d'études supérieures est le principal facteur derrière leur taux d'abandon », a affirmé Mme Bartlett. L'ACAE continue de plaider en faveur de l'élargissement du Programme canadien de bourse aux étudiants pour qu'il inclue les étudiants de cycle supérieur.

Lors des élections, le Parti libéral s'était engagé à réduire l'endettement des étudiants, à améliorer l'aide financière, à soutenir l'éducation des Premières Nations et à améliorer les possibilités d'emploi pour les jeunes. « Ce budget lance un signal important aux jeunes Canadiens et montre le désir sincère du gouvernement de faire de l'éducation postsecondaire une priorité fédérale », a conclu Mme Bartlett.

À propos de l'ACAE

Établie en 1995, l'Alliance canadienne des associations étudiantes (ACAE) est un organisme étudiant non partisan, sans but lucratif et d'envergure nationale. Elle est composée de 21 associations étudiantes représentant 250 000 étudiants postsecondaires de partout au Canada. L'ACAE milite en faveur d'un système d'enseignement postsecondaire accessible, abordable, novateur et de la plus haute qualité.

SOURCE Alliance canadienne des associations étudiantes

Le budget est un bon début, mais il faut des investissements dans les secteurs de l'automobile et de l'aérospatiale (Unifor)

OTTAWA, le 22 mars 2016 - Le budget fédéral d'aujourd'hui représente un bon point de départ, mais il reste beaucoup de travail à faire, et le principal syndicat du secteur privé au Canada presse le gouvernement d'agir rapidement afin de créer des programmes à long terme pour revitaliser l'économie, notamment des investissements dans les secteurs de l'automobile et de l'aérospatiale.

« Il est logique que ce premier budget mette l'accent sur des projets et des programmes où l'argent peut être versé dès maintenant, mais les familles canadiennes ont besoin de solutions à plus long terme sur lesquelles édifier leur avenir », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor.

« Nous sommes déçus qu'aucun changement n'ait été apporté au fonds d'investissement dans l'industrie automobile, au-delà de son prolongement pendant trois autres années, et que rien n'ait été dit sur le rôle essentiel de l'industrie aérospatiale au-delà du programme spatial », a poursuivi M. Dias.

Il a affirmé qu'Unifor participera activement à la révision du fonds d'investissement dans l'industrie automobile annoncée dans le budget et a exhorté le gouvernement fédéral à remplacer le système actuel de prêts imposables dans le secteur automobile par un programme non imposable et non fondé sur des prêts.

« Au sein de l'industrie, on s'entend généralement pour dire qu'il s'agit de la bonne façon de faire les choses, et tous les ordres de gouvernement doivent le reconnaître si le Canada veut continuer à avoir un secteur de l'automobile fort, son plus important exportateur », a affirmé M. Dias.

M. Dias a soutenu qu'aucun plan pour aider la classe moyenne canadienne ne peut être complet sans investissement dans les secteurs de l'automobile et de l'aérospatiale.

« Un investissement stratégique dans Bombardier, chef de file de l'industrie aérospatiale, permettrait d'atteindre bon nombre des objectifs énoncés dans le budget : soutenir l'innovation et développer une économie verte », a-t-il poursuivi.

M. Dias a accueilli favorablement la nouvelle de la réouverture et de l'agrandissement du poste de la Garde côtière de Kitsilano, ainsi que l'annonce d'investissements dans les transports publics, la revitalisation de VIA Rail et l'amélioration de la sécurité ferroviaire. Il a affirmé que les plans visant à améliorer les programmes de formation, y compris la collaboration avec les syndicats pour développer des programmes d'apprentissage, sont également de bonnes nouvelles.

M. Dias a également affirmé que les améliorations au programme d'assurance-emploi, notamment la réduction de la période de carence et les allocations supplémentaires pour les travailleurs victimes de la chute des prix du pétrole, aideront ces travailleurs à trouver de bons emplois et offriront une stabilité à leurs collectivités. Il a aussi salué l'allocation de 89,9 millions de dollars pour ajouter 3 000 places dans des refuges pour femmes, affirmant qu'il sera ainsi plus facile pour les femmes de fuir la violence.

Il a également souligné que grâce à la bonification annoncée du Supplément de revenu garanti pour les personnes retraitées seules, à la baisse de l'âge d'admissibilité à la sécurité de la vieillesse et à la poursuite des discussions sur l'élargissement du Régime de pensions du Canada, plus de Canadiens pourront prendre leur retraite avec dignité.

Bon nombre des annonces du budget se fondent sur des solutions immédiates pour faire bouger rapidement de l'argent - comme des investissements dans les infrastructures qui mettent l'accent sur l'entretien et les réparations, avec des projets plus vastes à venir dans un deuxième temps - et des promesses de consulter les autres ordres de gouvernement et les parties prenantes à propos de futures mesures.

« Les mots "consulter" et "consultation" sont mentionnés tout au long du budget. Évidemment, il est toujours bon de consulter, mais les besoins des Canadiens sont réels et immédiats et doivent être pris en compte rapidement », a conclu M. Dias.

Représentant plus de 310 000 travailleurs, Unifor est le plus grand syndicat du secteur privé au Canada. Il a été fondé pendant la fin de semaine de la fête du Travail de 2013, par la fusion du Syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile et du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier.

SOURCE Le Syndicat Unifor

L'absence de stratégie industrielle pourrait compromettre la réussite du budget selon le Syndicat des Métallos

OTTAWA, le 22 mars 2016 - Pour que le budget fédéral d'aujourd'hui réussisse, les dépenses proposées doivent être destinées à rebâtir le secteur manufacturier canadien et à préserver le contrôle canadien sur notre économie,

croit le directeur national du Syndicat des Métallos, Ken Neumann.

« Par ses accords commerciaux mal conçus et ses ententes secrètes avec des sociétés étrangères, le gouvernement conservateur a provoqué des centaines de milliers de pertes d'emplois et mis fin à la production dans des secteurs qui furent autrefois des fleurons de l'industrie canadienne », a déclaré M. Neumann.

« Certes, un déficit budgétaire judicieux pour stimuler l'infrastructure occasionnera une augmentation de la création d'emploi et une diminution du chômage, mais le gouvernement doit voir à ce que ces infrastructures soient construites avec des produits fabriqués au Canada, comme l'acier par exemple. »

Pour M. Neumann, les emplois perdus et l'arrêt de la production d'acier à Hamilton ainsi que la menace de faillite d'Essar Steel Algoma à Sault Ste. Marie devraient faire partie des priorités du gouvernement libéral.

Le Syndicat des Métallos se réjouit des réformes de l'assurance-emploi, du retour de l'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse à 65 ans et des augmentations du Supplément de revenu garanti pour les aînés vivant seuls, a-t-il affirmé. Mais l'avenir exige plus de stabilité pour les Canadiens qui ont encore un emploi et pour les jeunes travailleurs, a-t-il ajouté.

« Le gouvernement libéral a déclaré qu'il réparerait les dommages causés par dix années de règne conservateur », a souligné M. Neumann.

« Ce budget semble signaler de bonnes intentions, mais nous continuons de perdre des emplois dans des industries autrefois considérées comme essentielles. Entretemps, le gouvernement est sur le point de ratifier le partenariat transpacifique, un accord qui nuira à notre autonomie nationale et à notre secteur manufacturier. »

« Le Canada a besoin d'une stratégie industrielle nationale claire, assortie de dépenses ciblées qui créeront des emplois à long terme dans une économie construite pour durer. »

SOURCE Syndicat des Metallos

AFPC : Le gouvernement doit réinvestir dans la fonction publique

OTTAWA, le 22 mars 2016 /CNW/ - L'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) se réjouit que le gouvernement libéral mette fin à l'austérité, du moins pour l'instant et investisse dans le bien-être des Canadiennes et des Canadiens.

« Les fonctionnaires fédéraux mettront l'épaule à la roue pour qu'adviennent les changements annoncés par le fédéral. Il faut donc donner aux ministères les ressources dont ils ont besoin », a déclaré Robyn Benson, présidente nationale de l'AFPC.

Pour que le budget fédéral atteigne son objectif global, le gouvernement devra s'engager à réparer les dégâts causés les conservateurs : gel au sein des ministères, réductions d'emplois et coupes dans les programmes.

L'austérité, c'est fini

Les conservateurs ont coupé 14,5 milliards de dollars et 30 000 emplois, affaiblissant ainsi la capacité du gouvernement libéral à offrir des services de qualité à la population et à tenir ses promesses électorales.

« Le gouvernement investit davantage dans certains secteurs, mais cela ne devrait pas se faire au détriment d'autres services fédéraux », ajoute la présidente Benson.

L'AFPC constate avec plaisir que la réforme de l'assurance emploi est un enjeu prioritaire pour le gouvernement. Ainsi, le budget prévoit l'embauche de personnel pour offrir de meilleurs services dans les centres d'appels et de traitement des demandes.

Au service des anciens combattants

L'AFPC salue la décision du gouvernement de rouvrir les bureaux d'Anciens Combattants Canada et d'étendre les services à Surrey et dans le nord du pays. La réduction du ratio clients-gestionnaire de cas est une bonne nouvelle, tant pour les vétérans que pour les fonctionnaires qui les aident.

Le syndicat tient toutefois à préciser que les promesses contenues dans le budget seront vaines si le personnel ne peut suffire à la tâche.

Salubrité alimentaire

Pendant la campagne électorale, les libéraux ont promis d'injecter 80 millions de dollars sur quatre ans dans les programmes d'inspection des aliments.

« Certes, le budget propose d'octroyer 38,5 millions de dollars sur deux ans afin de moderniser le système canadien de salubrité des aliments. Pendant ce temps, nos membres se plaignent du manque de personnel de première ligne pour veiller au respect des normes de salubrité, surtout dans les usines de transformation des viandes », ajoute Benson.

Services de première ligne

« Pour l'AFPC, l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement signalait l'amélioration des services publics de première ligne. Mais pour apporter de vrais changements, il faut y mettre les ressources financières et humaines nécessaires », conclut Robyn Benson.

SOURCE Alliance de la fonction publique du Canada

Selon le Chef national de l'APN, le budget fédéral constitue une avancée considérable vers l'élimination de l'écart pour les Premières Nations

OTTAWA, le 22 mars 2016 /CNW/ - Le budget fédéral dévoilé aujourd'hui constitue une avancée considérable vers l'élimination de l'écart en matière de qualité de vie entre les citoyens des Premières Nations et les Canadiens et marque le début du processus de réconciliation, selon le Chef national de l'Assemblée des Premières Nations, Perry Bellegarde.

« Le budget commence à compenser des décennies de sous-financement et de négligence, qui ont perpétué la croissance de l'écart en matière de qualité de vie entre les Premières Nations et les autres Canadiens », a déclaré le Chef national de l'APN, Perry Bellegarde. « Le budget dévoilé aujourd'hui comprend des investissements en regard de priorités importantes pour les Premières Nations et pour l'ensemble des Canadiens. Des investissements en matière de logement, d'eau salubre, d'éducation et de protection de l'enfance contribueront enfin à soulager toutes celles et tous ceux qui vivent dans des conditions comparables à celles du tiers monde, et permettront de bâtir une économie plus forte au profit de chacun d'entre nous. »

Le budget fédéral de 2016 dévoilé aujourd'hui annonce des investissements historiques de l'ordre de 8,4 milliards de dollars sur 5 ans pour les Autochtones. Il comprend un engagement d'éliminer le plafond de 2 pour cent. Il prévoit également des investissements en ce qui concerne l'éducation des Premières Nations, les infrastructures et le logement, les infrastructures vertes dans les réserves et l'eau potable, les services à l'enfance et à la famille des Premières Nations, la Stratégie pour les compétences et l'emploi des Autochtones, l'initiative pour les langues autochtones, la santé, la justice, les pêches et l'environnement. Il comprend de plus l'engagement de travailler avec les Premières Nations à propos d'une nouvelle relation financière à long terme.

« Instaurer des conditions propices à la réussite des citoyens des Premières Nations, qu'ils vivent dans le Nord, dans des réserves ou dans les régions urbaines, constitue le meilleur plan de stimulation économique pour le Canada », a poursuivi le Chef national Bellegarde. « Des milliards seront injectés dans l'économie et des milliards seront économisés en coûts sociaux, tout en édifiant un pays plus fort, plus juste et plus prospère pour toutes et tous. »

Le Chef national de l'APN Perry Bellegarde tiendra une conférence de presse demain, le 23 mars à 11 heures (HAE), à l'Amphithéâtre national de la presse à Ottawa, afin de commenter plus en détail le budget fédéral annoncé aujourd'hui.

L'Assemblée des Premières Nations est l'organisation nationale qui représente les citoyens des Premières Nations au Canada. Suivez l'APN sur Twitter : @AFN_Comms, @AFN_Updates.

SOURCE Assemblée des Premières Nations

Un budget qui permettra aux gens de respirer, selon la CSN

OTTAWA, le 22 mars 2016 - La CSN salue le premier budget du gouvernement Trudeau et le soutien qu'il apportera aux populations québécoise et canadienne. « Le ton tranche avec celui du gouvernement précédent », souligne d'entrée de jeu le trésorier de la CSN, Pierre Patry.

« Différentes mesures budgétaires contenues dans le budget fédéral 2016 concernant notamment les personnes âgées, le soutien aux enfants et les Autochtones, donneront une chance à la population de respirer », poursuit M. Patry. Mentionnons, par exemple, l'abaissement de l'âge de l'admissibilité à la Prestation de la Sécurité de la vieillesse de 67 à 65 ans, le relèvement du supplément de revenu garanti, la mise en place de l'allocation canadienne pour enfant ou encore l'établissement d'une enveloppe financière visant à améliorer les conditions de vie des Autochtones.

La CSN accueille positivement les réinvestissements de 11 milliards de dollars pour l'année 2016-2017 et de 13,5 milliards en 2017-2018, qui soutiendront l'économie et donneront de l'air aux contribuables. Tout comme elle accueille très favorablement l'augmentation du crédit d'impôt pour les Fonds de travailleurs. Il s'agit là d'une reconnaissance de la contribution de ces outils au développement économique.

« Les investissements en matière de transport collectif et d'infrastructures sociales sont aussi une bonne nouvelle. Dans un contexte de faible croissance économique, cette orientation contribuera à stimuler l'économie et la création d'emplois », explique Pierre Patry.

La CSN est par ailleurs rassurée de constater que le gouvernement reconnaît la mission de Radio-Canada et qu'il a décidé d'y réinvestir 150 millions de dollars par année à compter de 2017. « Après les compressions draconiennes du gouvernement de Stephen Harper qui a littéralement asphyxié le diffuseur public, nous recevons positivement cette annonce, renchérit-il. Reste à voir maintenant comment sera dépensé cet argent. »

En regard de l'assurance-emploi, nous reconnaissons le pas dans la bonne direction du gouvernement qui diminue le délai de carence de deux à une semaine. « Ce filet de sécurité demeure toutefois largement insuffisant compte tenu des modifications apportées au cours des dernières années. Le gouvernement doit s'engager à hausser davantage l'accessibilité, à augmenter le taux de remplacement de revenu et à établir une véritable caisse autonome d'assurance-emploi. »

Pour la CSN, la question des transferts aux provinces constitue la grande oubliée du budget. « Le gouvernement doit s'engager à maintenir sa contribution de 6 % pour le transfert canadien en santé. De plus, il doit aussi tenir compte de la structure d'âge dans les différentes provinces, puisque le vieillissement de la population québécoise occasionne des coûts de santé plus élevés », conclut Pierre Patry.

SOURCE CSN

Assurance-emploi : des avancées mais il reste encore à faire (Conseil national des chômeurs et chômeuses)

MONTRÉAL, le 22 mars 2016 - Le Conseil national des chômeurs (CNC) prend acte du budget fédéral : les promesses libérales en matière d'assurance-emploi sont respectées, ce qui n'est pas peu et participera clairement à l'amélioration générale de ce programme. En même temps, nous tenons à exprimer notre déception : des 12 régions visées par une augmentation des semaines de prestations, aucune au Québec et une seule dans les provinces Atlantiques.

Plusieurs problèmes demeurent entiers : le « trou noir » vécu par plus de 15 000 saisonniers, résidant principalement dans l'Est du Canada ; le relèvement des prestations maladie, le mal fonctionnement du Tribunal de la sécurité sociale.

Le CNC se joindra bientôt à d'autres organisations syndicales, dans le cadre de la Coalition des Sans-Chemise, pour lancer une grande campagne d'opinion publique afin de rappeler ces préoccupations et réclamer des solutions.

Le gouvernement a fait un bon bout de chemin. Poursuivons cette route.

SOURCE Conseil national des chômeurs et chômeuses

Budget fédéral 2016 - « Un pas dans la bonne direction pour colmater les brèches dans le filet social canadien. » - Daniel Boyer, président de la FTQ

MONTRÉAL, le 22 mars 2016 - « Il s'agit d'un pas dans la bonne direction pour colmater les brèches majeures qu'ont causées les conservateurs durant leurs années au pouvoir. Et c'est un message clair à tous les gouvernements

provinciaux, en particulier le nôtre, qu'en période de turbulences économiques, l'austérité n'est pas la solution, au contraire ! » C'est en ces termes que le président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), Daniel Boyer, a réagi au dépôt du budget fédéral.

Pour la FTQ, plusieurs engagements respectés sont intéressants. La centrale, qui a mené une lutte épique contre le saccage de l'assurance-emploi, se réjouit notamment des mesures qui amélioreront le programme d'assurance-emploi, en particulier, la diminution du délai de carence, l'abolition des exigences associées à la notion d'emploi convenable et l'abolition de la règle des 910 heures pour les nouveaux prestataires. « Le programme d'assurance-emploi a tellement été saccagé au fil des ans que les annonces d'aujourd'hui constituent un changement de ton majeur. On reconnaît enfin que cette partie du filet de sécurité sociale doit jouer un rôle plus important. On espère que les prochains budgets permettront de continuer de bonifier ce régime qui n'a plus rien d'universel puisqu'il couvre moins d'une personne au chômage sur deux », a expliqué Daniel Boyer.

La FTQ se réjouit de la décision du gouvernement de donner suite à son engagement électoral en annonçant le plein rétablissement à 15 % du crédit d'impôt fédéral accordé aux épargnants contribuant à un fonds de travailleurs, et ce, dès l'année fiscale 2016. « Le Fonds de solidarité FTQ est reconnu comme étant un outil d'épargne efficace et créateur d'emplois, il s'agit d'une excellente nouvelle pour les Québécois et les Québécoises », a déclaré Daniel Boyer.

Par ailleurs, la FTQ accueille avec satisfaction le retour de l'âge d'admissibilité au programme de la Sécurité de la vieillesse à 65 ans et la bonification ciblée du Supplément de revenu garanti (SRG). En ce qui a trait à la bonification du Régime de rentes du Québec, la centrale entend profiter des consultations annoncées pour remettre sur la place publique sa campagne Une retraite à l'abri des soucis qui vise notamment à sécuriser et à augmenter les revenus de retraite de tout le monde.

La FTQ accueille favorablement l'annonce de l'augmentation du financement des programmes d'infrastructures. En ce qui concerne les transferts fédéraux en santé, la FTQ est déçue que le gouvernement maintienne la réforme des conservateurs et continuera à maintenir la pression pour assurer un meilleur financement des soins de santé au Québec.

La FTQ, la plus grande centrale syndicale au Québec, représente plus de 600 000 travailleurs et travailleuses.

SOURCE FTQ

Réaction de la CSQ au budget fédéral - Un vent de changement à Ottawa

MONTRÉAL, le 22 mars 2016 - La présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Louise Chabot, accueille positivement le budget fédéral 2016-2017 déposé aujourd'hui par le ministre des Finances, Bill Morneau.

Les infrastructures pour relancer l'économie

Elle salue d'abord la hausse des investissements en infrastructures qui contribuera à stimuler une économie qui en a bien besoin : « Le gouvernement a fait le choix d'investir plus de 120 milliards sur les dix prochaines années. Nous saluons cette décision bien avisée. Il est essentiel d'investir pour maintenir nos infrastructures à niveau et pour relancer l'économie qui, au Québec, a été affectée négativement par les mesures d'austérité du gouvernement Couillard. »

Un système fiscal plus juste

Le gouvernement poursuit l'amélioration du régime fiscal qu'il avait amorcée en décembre 2015 en haussant l'impôt des plus nantis et en réduisant celui de la classe moyenne. Avec le budget d'aujourd'hui, il hausse les transferts profitant aux citoyens les moins fortunés. La nouvelle Allocation canadienne pour enfant et la bonification du supplément garanti pour les aînés aideront les plus vulnérables de notre société.

« Les mesures annoncées, en décembre et dans ce budget, rendent le système fiscal plus juste. Nous l'avons dit souvent au cours des dernières années, les inégalités de revenus n'ont cessé de se creuser dans la plupart des pays développés. Le Canada et le Québec n'y échappaient pas et il fallait remédier à cette situation en améliorant le régime fiscal vers une plus grande équité. Le budget d'aujourd'hui constitue, à notre avis, un autre pas dans la bonne direction », ajoute la présidente de la CSQ.

Un soutien accru aux travailleuses et travailleurs

« La CSQ est heureuse de constater les nombreuses améliorations apportées au chapitre de l'assurance-emploi, en particulier l'élimination des critères d'admissibilité plus exigeants pour les personnes devenant ou redevenant membres de la population active, la diminution du délai de carence de deux à une semaine et l'allongement des prestations dans les régions ayant les taux de chômage les plus élevés », souligne Louise Chabot. De plus, la Centrale salue le réinvestissement dans les services aux prestataires (traitement des demandes de prestations et centres d'appels). Enfin, elle accueille favorablement la volonté d'annuler certaines mesures mises en place par le gouvernement conservateur, relatives à la définition d'un emploi convenable, mais aura besoin de plus de détails à ce sujet avant de porter un jugement définitif.

Des mesures à saluer

La CSQ tient à souligner particulièrement les investissements significatifs visant à soutenir les communautés autochtones : « Nous nous réjouissons de ces investissements, notamment dans les infrastructures scolaires et pour l'amélioration de l'enseignement au primaire et au secondaire pour les enfants autochtones vivant sur les réserves. La CSQ est profondément convaincue que l'éducation est au coeur de l'épanouissement et du développement d'un peuple et que tous les enfants méritent une chance égale de réussir. C'est pourquoi cette annonce est une excellente nouvelle », ajoute la présidente de la CSQ.

D'autre part, la leader syndicale se réjouit de la confirmation, dans ce budget, de la restauration, du crédit d'impôt pour les cotisations aux fonds de travailleurs, du retour de l'âge de la retraite à 65 ans et de la volonté du gouvernement fédéral d'apporter un soutien aux services de garde à la petite enfance. Enfin, elle voit d'un bon oeil la bonification de l'aide aux étudiantes et étudiants de familles à faible revenu pour l'éducation postsecondaire ainsi que le réinvestissement dans la Société Radio-Canada.

« Contrairement au gouvernement Couillard à Québec, le gouvernement de Justin Trudeau a fait d'autres choix que ceux des politiques d'austérité. Le budget déposé aujourd'hui démontre que le gouvernement fédéral actuel va de l'avant avec ses promesses de défendre le bien commun, ce qui constitue un véritable vent de changement, attendu depuis plusieurs années à Ottawa », conclut Louise Chabot.

Profil de la CSQ

La CSQ représente plus de 200 000 membres, dont près de 130 000 dans le secteur public. Elle est l'organisation

syndicale la plus importante en éducation et en petite enfance au Québec. La CSQ est également présente dans les secteurs de la santé et des services sociaux, des services de garde, du municipal, des loisirs, de la culture, du communautaire et des communications.

SOURCE CSQ

Premier budget Morneau : Progrès majeur pour les arts et les lettres au Canada (MAL)

MONTRÉAL, le 22 mars 2016 - « Le Conseil des arts du Canada voit ses besoins financiers reconnus par le gouvernement fédéral », a réagi l'écrivain et porte-parole du Mouvement pour les arts et les lettres, Stanley Péan, à l'annonce à l'effet que les crédits parlementaires accordés au Conseil des arts du Canada (CAC) seraient accrus de 180 millions de dollars d'ici 5 ans, soit le double de ses crédits actuels.

Le budget Morneau annonce que les crédits parlementaires du CAC seront accrus de 40 millions de dollars en 2016-2017, de 75 millions en 2017-2018, de 110 millions en 2018-2019, de 145 millions en 2019-2020 et de 180 millions en 2020-2021.

« Avec cette annonce, le gouvernement Trudeau remplit ses engagements. Le soutien à la création artistique redevient une priorité dans les politiques du gouvernement fédéral, ce qui est très positif », a précisé M. Péan. Cette revendication des milieux culturels canadiens en faveur de l'augmentation du budget du CAC est vieille de plus d'une décennie.

Le Mouvement souligne aussi une mesure intitulée « Présenter les industries culturelles du Canada au monde entier » avec des crédits de 10 millions de dollars en 2016-2017 et de 25 millions en 2017-2018. « Ces mesures sont clairement un début de réponse aux coupes effectuées dans la diplomatie culturelle et les programmes Promart et Routes commerciales par le gouvernement conservateur et qui avaient fait grand bruit en 2008 », a fait remarquer le porte-parole du Mouvement. « Ici aussi, le changement de cap est visible ».

Le Mouvement se réjouit également de l'augmentation des crédits parlementaires de Radio-Canada à raison de 75 millions de dollars en 2016-2017 et de 150 millions par année à compter de 2017-2018.

Québec invité à reconnaître à son tour les besoins du coeur créatif

« Le déblocage historique qui survient aujourd'hui au niveau fédéral a pour effet de mettre en évidence le temps que prend Québec à faire de même », a poursuivi M. Péan, qui s'explique mal que le gouvernement québécois n'ait pas été le premier à opérer un redressement majeur dans les crédits du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ), malgré des années de revendication et plusieurs études démontrant l'ampleur des besoins et des défis.

Le Mouvement estime que les crédits d'environ 90 millions de dollars pour les programmes de base du CALQ devraient se situer à 135 millions de dollars pour tenir compte de l'inflation depuis 10 ans et de la croissance des besoins due au poids grandissant du secteur culturel dans l'économie. Cette insuffisance persistante aggrave la fragilité et compromet le dynamisme - comme démontré par plusieurs études - du milieu des arts et des lettres. M. Péan a assuré que le Mouvement redoublerait d'efforts pour amener Québec à suivre la voie tracée par Ottawa.

À propos du Mouvement pour les arts et les lettres

Le Mouvement pour les arts et les lettres regroupe six organisations nationales et treize conseils régionaux de la culture du secteur des arts et des lettres, qui représentent des milliers d'artistes professionnels, écrivains et travailleurs culturels.

Le Mouvement regroupe les organisations suivantes : Conseil québécois de la musique, Conseil des métiers d'art du Québec, Conseil québécois des arts médiatiques, Regroupement québécois de la danse, Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec, En Piste - le regroupement national des arts du cirque, ainsi que treize conseils régionaux de la culture.

Un changement de cap en matière de science et de recherche qui doit tenir compte des règles prévalant dans le milieu universitaire (FQPPU)

MONTRÉAL, le 22 mars 2016 - La Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU) salue les annonces du ministre Morneau dans son budget en matière de science et de recherche. « Les engagements visant à intensifier les activités de recherche-innovation financées par les organismes subventionnaires, à redonner au Canada la capacité de prendre des décisions éclairées par l'apport de la science publique et à accroître l'accès à l'information par l'entremise des données ouvertes sont les bienvenus, étant donné les affronts qu'ont subis les scientifiques pendant le règne du gouvernement précédent », argue Jean-Marie Lafortune, président de la FQPPU. « Ce changement d'orientation ne sera cependant achevé qu'avec la création d'un poste de directeur parlementaire des sciences indépendant. »

Par ailleurs, malgré qu'elle accueille positivement les engagements supplémentaires récurrents de 95 millions de dollars aux organismes subventionnaires de la recherche, la Fédération plaide pour que le gouvernement fédéral fasse plus pour reconnaître l'importance de la recherche libre, fortement négligée au cours de la dernière décennie.

« En regard du financement de la recherche, l'ancien gouvernement favorisait démesurément les applications commerciales en imposant certaines thématiques et des partenariats avec les entreprises, sans égard pour l'intérêt public », ajoute M. Lafortune. L'annonce de l'examen, dont est mandatée la ministre des Sciences, du soutien fédéral à la recherche fondamentale est une bonne nouvelle. La FQPPU offre son soutien à la ministre Duncan dans sa révision prochaine des modalités de financement de la recherche universitaire, afin qu'elles soient plus respectueuses de la liberté académique.

Enfin, si elle voit d'un bon œil un plus grand soutien du gouvernement fédéral pour accroître l'accès aux études universitaires, ainsi que les investissements de 2 milliards de dollars sur trois ans dans les infrastructures des établissements postsecondaires, la Fédération tient à rappeler que l'éducation demeure une compétence provinciale et qu'elle continuera de militer pour que le Québec conserve ses pouvoirs en cette matière.

La FQPPU représente la majorité des professeures et professeurs réguliers dans les universités francophones et anglophones du Québec.

SOURCE Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université

Itinérance dans le budget fédéral 2016 : un investissement accru (RSIQ)

MONTRÉAL, le 22 mars 2016 - Le budget fédéral qui vient d'être dévoilé plus tôt aujourd'hui annonce des investissements de 111 millions de dollars supplémentaires pour le Canada dans la Stratégie des Partenariats de Lutte à l'Itinérance (SPLI). Le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ) souligne cet investissement

nécessaire pour prévenir et réduire l'itinérance. Toutefois, le RSIQ regrette que le gouvernement n'ait pas annoncé dès ce budget un retour à l'approche globale de la SPLI alors que de nombreux services sont présentement menacés en raison de la réorientation opérée par les conservateurs.

Ainsi, ce sont près de 10 millions \$ par année qui seront injectés dans la lutte à l'itinérance au Québec pour les 2 prochaines années. Pour le RSIQ, ce réinvestissement devrait être l'occasion pour que de nouveaux plans communautaires soient développés pour attribuer ces sommes en fonction des priorités locales de chacune des régions.

Le RSIQ accueille favorablement les investissements en logements qui vont toutefois demeurer insuffisants pour faire face aux enjeux de logements des plus vulnérables.

SOURCE Réseau solidarité itinérance du Québec (RSIQ)

Budget Morneau : le FRAPRU à demi-satisfait

MONTRÉAL, le 22 mars 2016 - Même si le Front d'action populaire en réaménagement urbain salue les investissements annoncés en habitation, il n'est pas totalement satisfait du budget présenté aujourd'hui par le ministre fédéral des Finances, Bill Morneau. François Saillant, coordonnateur du FRAPRU, le commente en ces termes : « Durant la campagne électorale, le Parti libéral de Justin Trudeau a créé de très grandes attentes. Le budget ne livre qu'une partie de la marchandise et il ne prévoit que des sommes minimales et temporaires en plus de 30 millions \$ en deux ans pour le problème le plus urgent : la fin des subventions fédérales toujours versées à 530 000 logements sociaux existants, dont 24 000 pour lesquels elles se termineront dès 2016 ».

Selon M. Saillant, « il est absolument impossible de poursuivre les subventions de tous les logements sociaux qui perdront les subventions qu'elles reçoivent du gouvernement fédéral avec un montant aussi minime ». Il craint que les Habitations à loyer modique (HLM) et autres logements réalisés en vertu d'ententes fédérales-provinciales ne reçoivent plus de subventions fédérales, ce qui créera une grande pression sur les finances des provinces et notamment du Québec où 87 500 logements, tous habités par des locataires à très faible revenu, sont concernés. Cela pourrait entre autres entraîner une hausse du loyer payé actuellement par ces locataires. Il note cependant avec satisfaction que 574 millions \$ sont prévus pour la rénovation énergétique et d'économie d'eau dans les logements sociaux existants.

Quant aux investissements dans de nouvelles habitations, le FRAPRU applaudit la décision de doubler le financement de l'investissement actuel dans le logement abordable et de prévoir un budget spécifique de 200 millions \$ en deux ans pour le logement des aînés. Il aurait toutefois souhaité que ces investissements soient plus substantiels et qu'ils servent directement à la réalisation de logements sociaux, qui représentent, à son avis, la seule façon d'assurer qu'ils soient pleinement « abordables ». L'organisme partage la volonté du gouvernement Trudeau d'élaborer une stratégie complète sur le logement, mais il ne voudrait pas que celui-ci s'en serve comme excuse pour retarder indûment des investissements plus importants. Il rappelle à cet égard que pas moins de 1 550 000 ménages canadiens ont, aux dires mêmes du gouvernement fédéral, des besoins impérieux en matière de logement.

Plus d'argent pour l'itinérance et pour les communautés autochtones

Le FRAPRU se réjouit que le budget ait augmenté de manière marquée les sommes versées à la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance qui n'avaient pas été indexées depuis plus de quinze ans. Il se joint cependant au Réseau SOLIDARITÉ Itinérance Québec pour presser Ottawa de recommencer à financer la diversité d'interventions communautaires nécessaire pour combattre et prévenir l'itinérance sous toutes ses formes.

Le FRAPRU se dit aussi satisfait que le gouvernement libéral ait donné suite aux engagements de travailler à l'amélioration des conditions de vie dans les communautés autochtones, entre autres en consacrant 739 millions \$ additionnels au logement dans les communautés inuits, nordiques et des Premières nations. Il espère cependant que ce ne sera qu'un début et que d'autres investissements soient annoncés prochainement.

Finalement, l'organisme estime que certaines annonces faites dans le budget Morneau peuvent contribuer à la lutte contre la pauvreté, entre autres la bonification du supplément de revenu garanti pour les personnes âgées et l'amélioration de l'accès à l'assurance-emploi.

SOURCE Front d'Action Populaire en Réaménagement Urbain (FRAPRU)

Budget fédéral 2016 - Modifications au régime d'assurance-chômage : Un pas en avant, un pas en arrière. Rien de majeur pour renverser 25 ans de saccage ! (Mouvement Action-Chômage de Montréal)

MONTRÉAL, le 22 mars 2016 - Le Mouvement Action-Chômage (MAC) de Montréal est déçu du peu d'ambition dans les modifications apportées au régime d'assurance-chômage du premier budget libéral et critique fermement la baisse des cotisations à la caisse.

Selon le porte-parole du MAC de Montréal, Hans Marotte, « en réduisant les taux de cotisations à l'assurance-chômage les libéraux cadennassent le régime à la baisse et fragilise la protection en cas de perte d'emploi. Le gouvernement aura le prétexte tout trouvé pour empêcher toutes possibilités d'augmenter l'admissibilité aux prestations à l'avenir. Sachant qu'il y a présentement au Canada 1,4 million de chômeuses et chômeurs et que de ce nombre, moins de six cent mille reçoivent des prestations d'assurance-chômage, il est impératif que le gouvernement s'engage à mieux protéger les travailleuses et travailleurs lors de pertes d'emploi. »

Le budget présenté aujourd'hui par le gouvernement Libéral apporte bien quelques modifications au régime d'assurance-chômage, mais rien de majeur pour renverser 25 ans de saccage ! Autant les Libéraux que les Conservateurs ont passé au hachoir le plus important programme de protection sociale au Canada (réformes de 1990, 1993, 1996, 2012).

Nous ne pouvons que nous réjouir de l'abolition de la règle des 910 heures qui s'applique principalement aux jeunes et aux personnes qui retournent sur le marché du travail après une période d'absence. Nous saluons aussi l'abolition de la réforme des conservateurs en ce qui concerne la notion d'emploi convenable forçant les chômeuses et chômeurs à accepter des emplois moins payant ou plus éloignées de leur lieux de résidence. Mais nous sommes encore très loin d'un régime d'assurance-chômage universel.

On est loin des revendications des groupes de chômeuses et chômeurs pour que le régime redevienne un véritable système de protection sociale digne d'un pays civilisé, soit, entre autres :

- ▶ Un seuil d'admissibilité de 350 heures pour toutes et tous
- ▶ Taux des prestations à 70% basé sur 12 meilleures semaines
- ▶ Minimum de 35 semaines de prestations
- ▶ Fin des exclusions totales pour départ volontaire et inconduite

- ▶ Abolition totale de la réforme des Conservateurs (y compris le Tribunal de la sécurité sociale)
- ▶ 5 semaines supplémentaires dans les régions à haut taux de chômage pour palier le « trou noir »
- ▶ Protéger la caisse d'assurance-chômage pour éviter les détournements

Créé en 1970, le Mouvement Action-Chômage de Montréal est le plus ancien groupe de défense des chômeurs et chômeuses au Canada. Il fait partie du Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi (MASSE).

SOURCE Mouvement Action-Chômage de Montréal

Teamsters Canada satisfait du budget Trudeau

LAVAL, QC, le 22 mars 2016 - Le syndicat des Teamsters est satisfait du premier budget du gouvernement Trudeau puisqu'il respecte une bonne partie des engagements faits pendant la campagne électorale tenue à l'automne 2015.

« Le budget du ministre Bill Morneau démontre que l'austérité ne fait pas partie de la philosophie du nouveau gouvernement, se réjouit le président de Teamsters Canada, François Laporte. Les annonces fédérales s'inscrivent dans une logique de relance économique à laquelle notre syndicat adhère entièrement. »

Les dépenses annoncées dans les infrastructures sont de mise puisque les difficultés rencontrées par les travailleurs nécessitent des investissements significatifs afin de redonner de la vigueur au marché de l'emploi. Rappelons que les données les plus récentes de Statistique Canada indiquent que le taux de chômage est passé à 7,3 % : c'est le plus haut niveau depuis 2013.

« Les pertes d'emplois massives dans l'industrie pétrolière, notamment en Alberta, ont touché de plein fouet nos membres oeuvrant dans ce secteur d'activité, explique François Laporte. On parle de milliers de travailleurs, ainsi que de nombreuses familles qui vivent des moments très difficiles. »

De fait, le syndicat des Teamsters surveillera de très près ces investissements dans les infrastructures afin qu'il y ait bel et bien création d'emplois.

Assurance-emploi, retraite et crédits d'impôt

Teamsters Canada est satisfait que le gouvernement Trudeau ait décidé de s'attaquer au problème de l'assurance emploi dans son premier budget.

Par ailleurs, le président de Teamsters Canada accueille avec satisfaction le retour de l'âge de la retraite à 65 ans.

Le retour des crédits d'impôt pour les contributions à un fonds de travailleurs (comme le Fonds de solidarité de la FTQ) est une excellente nouvelle, puisqu'ils servent à soutenir, ou à démarrer des entreprises d'ici tout en aidant les salariés à épargner davantage pour la retraite.

« Il reste encore beaucoup de choses à faire pour réparer les dégâts du précédent gouvernement, conclut le président de Teamsters Canada. Mais de manière générale, je suis encouragé par ce premier budget depuis

l'élection de M. Trudeau à la tête du pays et j'ai bon espoir que l'économie canadienne prendra du mieux dans les prochains mois. »

Les Teamsters représentent les intérêts de 120 000 membres au Canada dans tous les secteurs d'activité. La Fraternité internationale des Teamsters, à laquelle Teamsters Canada est affilié, compte 1,4 million de membres en Amérique du Nord.

SOURCE Teamsters Canada

Premier budget Morneau - Un virage indéniable, des moyens insuffisants (IRIS)

OTTAWA, le 22 mars 2016 - Le budget fédéral déposé aujourd'hui marque un changement de ton significatif en comparaison aux budgets des dernières années, mais le flou qui caractérise ses plans à moyen et long termes laisse sur sa faim. Pour l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), des investissements plus audacieux auraient été à l'avantage de l'ensemble des Canadien-ne-s.

Il semble que les libéraux aient en effet limité leurs dépenses afin d'éviter un déficit qui dépasserait un seuil psychologique de 30 milliards de dollars. « Il s'agit d'un seuil complètement artificiel. La situation financière envieuse du Canada, notamment son faible taux d'endettement et les taux intérêts négatifs dont il peut bénéficier pour ses prêts lui donnaient toute la marge de manoeuvre nécessaire pour aller plus loin dans leur plan d'investissement. Même des banques privées comme la CIBC affirmaient qu'on pouvait de permettre des déficit largement supérieurs », mentionne Guillaume Hébert, chercheur à l'IRIS.

Plusieurs engagements du budget Morneau sont intéressants. Le ton utilisé dans les documents budgétaires indique la volonté du gouvernement de réduire les inégalités et la pauvreté. « Le gouvernement investit peut-être moins dans les infrastructures sociales que ce qu'il avait promis pendant les élections, mais il faut souligner l'accent mis sur les communautés des Premières nations et de Inuits, la mise en place de l'allocation canadienne pour enfants et l'augmentation des transferts pour les personnes âgées seules. » précise Eve-Lyne Couturier, chercheure à l'IRIS.

Des zones d'ombres demeurent. Comment pourra-t-on garantir le maintien de ces nouvelles dépenses dans l'avenir si le gouvernement n'accroît pas ses revenus ? L'impôt des sociétés, par exemple, demeure intouché. Le budget reste aussi muet sur les transferts pour la santé ainsi que sur toute initiative qui viserait à limiter le coût des médicaments. Ces enjeux seront pourtant déterminants pour l'avenir des finances publiques du gouvernement fédéral et des provinces.

Enfin, en dépit du virage que constitue le premier budget Morneau, plusieurs orientations quant à l'avenir des services publics demeurent nébuleuses. « Le plan d'investissement en infrastructures est divisé en deux phases, la première de deux ans et la seconde de huit ans. Or, on ne sait presque rien de cette deuxième phase qui constitue néanmoins l'essentiel du plan. Le budget annonce ainsi à plusieurs reprises des consultations plutôt que de réelles décisions. Si ces consultations sont aussi structurantes qu'on nous le promet, ce ne sera que lorsque celles-ci auront abouties qu'on pourra vraiment juger des priorités de ce gouvernement », conclut Guillaume Hébert.

SOURCE Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS)
